

eit

5 au 8
octobre 2017
ALGER

Entente internationale des travailleurs et des peuples

9^e Conférence mondiale ouverte
contre la guerre et l'exploitation

cit.ilc@fr.oleane.com

www.eit-alger2017.org

Contribution à la discussion

Franc CFA : une arme contre les peuples



Après trois mois d'une grève massive au Cameroun, commencée en janvier dernier, les fonctionnaires de l'administration de l'enseignement ou encore des hôpitaux continuent d'exiger le paiement d'arriérés de leurs salaires (*Jeune Afrique*, le 2 juin 2017).

Jacques Paris

Le rejet du franc CFA va croissant dans toute l'Afrique centrale et de l'Ouest. La crise du système capitaliste se traduit par l'exigence de mise en œuvre de nouveaux plans d'ajustement meurtriers de la part de l'impérialisme et de ses institutions, FMI en tête. Le franc CFA – ses contraintes et ses mécanismes – sert de cadre à leur mise en œuvre. C'est dans ce cadre que ce rejet et la discussion sur une sortie du franc CFA traversent tous les partis, toutes les organisations et les populations. Des manifestations pour la sortie du franc CFA ont eu lieu au moment du sommet France-Afrique en janvier dernier.

Le droit de battre monnaie est un sujet éminemment politique : c'est un des attributs des nations souveraines. À quelques mois de la conférence mondiale ouverte convoquée par l'Entente internationale des travailleurs et des peuples (EIT) qui a inscrit la défense de la souveraineté des peuples et des nations à son ordre du jour, cet article se veut une contribution aux discussions en cours, sans prétendre apporter une réponse complète et définitive.

Le franc CFA, monnaie coloniale

En 1945, date de sa création, le franc CFA s'appelait alors le « franc des colonies françaises d'Afrique ». À la suite des indépendances octroyées par l'impérialisme français au tournant des années soixante, la dénomination a changé : il est devenu le « franc de la communauté financière d'Afrique » en Afrique de l'Ouest et le « franc de la coopération financière africaine » en Afrique centrale (*voir nos repères*). Mais pour l'essentiel le mécanisme, lui, n'a pas changé.

La France dispose ainsi d'un droit de veto dans les banques centrales des deux zones. Les 15 pays membres sont obligés de déposer 50 % au moins de leurs réserves en devises auprès du Trésor français. Dans le même temps, les États doivent emprunter sur les marchés financiers ou auprès du FMI, à des taux prohibitifs (6 % et plus), leurs banques centrales n'ayant pas le droit de les financer.

La France bénéficie du monopole du change dans toute la zone : le franc CFA est convertible de manière illimitée en euros, mais directement dans aucune autre monnaie. Les capitaux sont librement transférables hors de la zone CFA.

Depuis 1999, le franc CFA a une parité fixe avec l'euro (655,957 FCFA pour un euro) : sa « gestion » a été confiée à la France par les traités européens. Les États membres doivent appliquer les règles de l'euro (déficit budgétaire à 3 %, faible inflation, etc.). Le montant de la dette ne peut ainsi s'alléger par le biais de l'inflation. L'arrimage au franc puis à l'euro favorise mécaniquement l'importation de produits manufacturés étrangers et est un obstacle à l'exportation des produits fabriqués sur place ou de produits agricoles « non compétitifs ». Cela jette un éclairage cru sur les « accords de libre-échange » que l'Union européenne est en train d'imposer (APE : accords de partenariat économique) : par exemple le Ghana, qui a signé un accord intérimaire, hier producteur de tomates, en est maintenant devenu importateur... Cerise sur le gâteau : les billets du franc CFA sont imprimés en France, à Chamalières.

Un bilan sans appel

En imposant le maintien du franc CFA au tournant des indépendances, il s'agissait pour l'impérialisme français de maintenir sa position dominante : pérenniser le pillage des ressources, permettre la sortie illimitée des profits des multinationales (Bolloré et autres) et les transferts de capitaux hors de la zone, sans aucune obli-

gation de réinvestir sur place. Au total, le franc CFA empêche tout développement économique indépendant. Il permet aussi d'aider à cacher les traces de corruption, l'évasion fiscale... et accessoirement de financer de façon occulte certains partis politiques français. Ce sont des centaines et des centaines de milliards qui ont été ponctionnés depuis les années soixante !

Les auteurs de l'ouvrage *Sortir l'Afrique de la servitude monétaire : à qui profite le franc CFA ?* (1) font un constat imparable :

« En termes de croissance économique, la Guinée équatoriale est donc la seule dont la zone franc peut se vanter (2). Malheureusement, ce petit pays pétrolier est tout sauf un modèle de développement. Le paradoxe est que le pays le plus riche en Afrique (et même plus riche que l'Espagne, son ancien colonisateur, lorsque son PIB par habitant est mesuré en termes de parité de pouvoir d'achat) est toujours classé parmi les PMA – les pays les moins avancés (...) !

Pour prendre le cas de la Côte d'Ivoire, malgré les récents chiffres flatteurs qu'elle a réalisés, son PIB réel par tête en 2014 est inférieur de 41 % à son meilleur niveau de PIB réel par tête atteint à la fin des années 1970. Il est important de souligner que tous les « mastodontes » de la zone franc – Cameroun, Côte d'Ivoire, Gabon, Congo, Sénégal – sont en « reconstruction ». Pour résumer, la zone franc regroupe actuellement onze PMA et quatre pays non-PMA qui ont reculé dans l'abolu (Côte d'Ivoire, Gabon, Cameroun, Congo). »

Programmes d'ajustement structurel : le retour ?

Le 23 décembre 2016 à Yaoundé, en présence de Michel Sapin, alors ministre français de l'Économie et des Finances, et de Christine Lagarde, patronne du Fonds monétaire international (FMI), les chefs de gouvernement de la zone CEMAC (*voir nos repères*) ont dû accepter de s'engager à conclure à brève échéance des programmes d'ajustement.

Selon le magazine *Jeune Afrique* du 9 janvier 2017, généralement bien renseigné, C. Lagarde a en substance tenu les propos suivants : « Vos réserves de change ne couvrent plus que deux mois d'importations, ce qui est incompatible avec une zone monétaire à taux de change fixe. Vos perspectives sont mauvaises, la zone CEMAC se dirige vers une crise encore plus sérieuse, il faut songer à dévaluer. »

Tout le monde a en tête les conséquences meurtrières de la dévaluation de 50 %, imposée par le FMI, avec l'accord du gouvernement français, en 1994 : salaires diminués de moitié, pénurie de médicaments, etc.

Le 6 mars 2017, *Jeune Afrique* précise encore : « Il ne faut pas se leurrer. La pilule sera amère, et ce sont surtout les plus pauvres qui vont en pâtir, comme on peut déjà le voir au Tchad. Dans sa perpétuelle quête de l'orthodoxie financière, le FMI traquera par exemple toutes les subventions et certaines dépenses sociales. »

Parmi ces mêmes chefs de gouvernement, certains, à l'instar d'Idriss Déby au Tchad, estiment qu'il faudrait une autre monnaie, arrimée à un panier de devises, dont le dollar... le monde étant devenu « multipolaire », autrement dit la position de l'impérialisme français ayant reculé, ce qui est patent. Pour autant, ces mêmes chefs d'État appliquent avec zèle les plans du FMI et de maintien de l'ordre impérialiste dans la région. Doit-on comparer ces positions à celle exprimée, à la veille de son assassinat le 15 octobre 1987, par Thomas Sankara qui contestait le paiement de la dette, et déclarait : « Le franc CFA, lié au système monétaire français, est une arme de la domination française. L'économie française et, partant, la bourgeoisie capitaliste marchande française bâtit sa fortune sur le dos de nos peuples par le biais de cette liaison, de ce monopole monétaire. C'est pourquoi le Burkina se bat pour mettre fin à cette situation à travers la lutte de notre peuple pour l'édification d'une économie auto-suffisante, indépendante (3) ? »

Mais la vague de l'ajustement touche aussi l'Afrique de l'Ouest : la Côte d'Ivoire vient d'annoncer une amputation de 9 % de son budget 2017.

Résistance !

La crise des matières premières dont l'Afrique est une des premières victimes (baisse des cours du pétrole mais aussi des produits agricoles comme le cacao) est fondamentalement une répercussion de la crise mondiale du système capitaliste. Incapable de surmonter la crise de 2007-2008, de « relancer la croissance », la « solution » pour les puissances impérialistes est, en utilisant les institutions internationales comme le FMI ou la Banque mondiale, dans l'austérité généralisée, la casse de toutes les conquêtes sociales et démocratiques. En Afrique, le droit de grève est particulièrement visé. Le franc CFA, la menace de sa dévaluation pour faire passer des mesures d'ajustement draconiennes comme un moindre mal, font partie du cocktail économique mortifère pour les populations.

La « guerre contre le terrorisme » n'est qu'un prétexte pour maintenir la mainmise impérialiste et tenter d'imposer l'union nationale et étouffer les revendications. La présence militaire toujours renforcée et les interventions militaires, telle Barkhane, ne protègent pas les

REPÈRES

Où a cours le franc CFA ?

Ce sont quinze pays africains qui utilisent le franc CFA. Ils sont organisés en trois zones : l'Union économique et monétaire ouest-africaine (Uemoa) – Bénin, Burkina, Côte d'Ivoire, Guinée-Bissau, Mali, Niger, Sénégal et Togo –, la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (Cemac) – Cameroun, Centrafrique, Congo, Gabon, Guinée équatoriale et Tchad – et enfin les Comores. Les francs de chacune des zones n'ont cours que dans ces zones.

populations, c'est un fait. La guerre ne cesse de s'étendre, dans la suite des interventions en Irak, en Syrie ou en Libye, provoquant un flux de réfugiés (4) que l'Union européenne entend endiguer par de honteux accords d'externalisation de ses frontières, notamment avec la Turquie, la Libye ou le Niger.

La situation est aujourd'hui complexe et difficile. La mobilisation des travailleurs et de la population sur leurs revendications vitales se développe, les grèves et les manifestations se multiplient avec les organisations syndicales. N'est-ce pas aujourd'hui essentiel dans le combat pour la souveraineté nationale, pour se débarrasser de toutes les chaînes de l'oppression impérialiste et avancer vers l'union libre des peuples d'Afrique, dont il faut constater qu'elle n'a pas trouvé d'aboutissement ni même de point d'appui dans les cadres institutionnels existants, telle l'Union africaine ?

Débattre pour dégager en commun, pas à pas, sur la base de nos expériences respectives, les orientations politiques capables d'aider la classe ouvrière de nos différents pays à se dresser contre l'offensive en cours. C'est le sens de la conférence mondiale ouverte.

(1) Paru en octobre 2016, sous la direction de Kako Nubukpo.

(2) Ce pays connaît depuis le début de l'année 2017 des pénuries d'essence !

(3) Interview accordée à Mongo Beti, auteur de *Main basse sur le Cameroun*, livre interdit en France à sa parution en 1972, qui révélait les atrocités commises par l'armée française dans ce pays dans sa lutte contre les maquis de l'Union des populations du Cameroun.

(4) Plus de 65 millions selon le Haut Commissariat de l'Onu en 2015, dont l'immense majorité vient d'Afrique et du Moyen-Orient.